

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (soir) 1^{er} juin 2016

Direction de la police et des affaires militaires

**46 2016.RRGR.283 Motion 062-2016 Etter (Treiten, PBD)
Intégrer le Foyer d'éducation de Prêles à la réflexion sur la rénovation de Witzwil**

N° de l'intervention: 062-2016
Type d'intervention : Motion
Déposée le: 14.03.2016
Déposée par: Etter (Treiten, PBD) (porte-parole)
Pfister (Zweisimmen, PLR)
Cosignataires: 0
Urgence: accordée le 17.03.2016
N° d'ACE: 533/2016 du 11 mai 2016
Direction: POM

Intégrer le Foyer d'éducation de Prêles à la réflexion sur la rénovation de Witzwil

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. d'intégrer les installations d'exécution des peines du Foyer d'éducation de Prêles à la réflexion sur la rénovation des Etablissements de Witzwil ;
2. d'étudier la possibilité d'utiliser durablement les places offertes par le Foyer d'éducation de Prêles pour l'exécution des peines dans le canton de Berne ;
3. de calculer les économies que le canton pourrait réaliser en intégrant au projet de rénovation des Etablissements de Witzwil les places disponibles au Foyer d'éducation de Prêles ;
4. d'évaluer les risques associés à une utilisation à plus long terme du Foyer d'éducation de Prêles en matière d'efficience, d'occupation et de compétitivité ;
5. en intégrant le Foyer d'éducation de Prêles à la réflexion sur la rénovation des Etablissements de Witzwil, de maintenir le plus d'emplois et d'institutions possibles sur le Plateau de Diesse.

Développement :

Le Foyer d'éducation de Prêles a été récemment rénové pour un montant de 22 millions de francs. Les installations sont désormais des plus modernes et peuvent continuer à servir sans aucun problème.

Non loin du Foyer d'éducation de Prêles, le canton va investir 52 millions de francs dans la rénovation et l'agrandissement des Etablissements de Witzwil.

Le Conseil-exécutif est prié d'examiner quelles installations du Foyer d'éducation de Prêles pourraient être utilisées pour les rénovations prévues à Witzwil. Cela permettrait de continuer à utiliser les places du Foyer d'éducation de Prêles qui ont été rénovées aux frais des contribuables. On doit surtout s'économiser la construction d'un nouveau bâtiment mettant à disposition dix places de détention supplémentaires puisque le Foyer d'éducation de Prêles offre déjà de telles places et qu'elles ne sont plus utilisées.

Afin d'élargir l'horizon de la planification, on se livrera à une évaluation des risques en imaginant différents scénarios afin de trouver la meilleure solution pour les équipements du Foyer d'éducation de Prêles.

Se servir provisoirement du Foyer d'éducation de Prêles pour détenir les réfugiés et réfugiées en vue de leur refoulement est certainement légitime. Cette solution ne nous semble toutefois pas durable. L'afflux de réfugiés va probablement se calmer. En attendant, il faut élaborer un projet global avec Witzwil puis le réaliser.

La coopération avec Witzwil permettrait de sauver au moins une partie des emplois sur le Plateau de Diesse. Le risque de devoir rembourser les subventions à la Confédération serait moins élevé. En outre, les frais d'investissement pourraient être globalement réduits.

Réponse du Conseil-exécutif

La réaffectation du Foyer d'éducation Prêles (FEP) et la rénovation des Établissements de Witzwil n'ont que très peu de choses en commun. D'un point de vue économique et fonctionnel, il ne serait pas judicieux de transformer à grands frais les infrastructures de Prêles pour les affecter aux Établissements de Witzwil. Le site se prête en effet beaucoup mieux à d'autres utilisations. Pour cette raison, le Conseil-exécutif pense qu'il ne serait pas indiqué de l'inclure dans le projet de rénovation de Witzwil.

Point 1

La stratégie globale de l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE) en matière d'exécution des peines et mesures prévoit le renforcement et la concentration de l'offre actuelle.

Pour Witzwil, cela signifie que l'établissement se concentrera à l'avenir sur l'exécution de peines en milieu ouvert au sens du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP ; RS 311.0). Ce dernier prévoit que ce type d'exécution constitue la règle pour les peines privatives de liberté prononcées sans sursis. La Confédération n'ayant pour l'heure pas de travaux législatifs en cours qui changeraient cette règle, le site de Witzwil, qui a démontré son utilité, sera maintenu : il offre les infrastructures, les services et les ateliers nécessaires à l'exécution de peines en milieu ouvert.

Pour sa part, la future prison administrative de Prêles permettra l'exécution des formes de détention prévues par le droit des étrangers. La détention administrative est une mesure relevant de ce droit et ne sert donc pas à l'instruction ou à la répression d'une infraction au sens du CP : elle permet d'assurer le renvoi de ressortissants étrangers sans titre de séjour en Suisse. Conformément aux articles 73 et suivants de la loi du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr ; RS 142.20), elle sert avant tout à empêcher que des personnes ne passent dans la clandestinité et ne peut être ordonnée qu'à de strictes conditions.

Les conditions de détention ne sont pas les mêmes pour l'exécution d'une peine que pour une mesure de contrainte administrative. La détention administrative doit avoir lieu dans des locaux adéquats. Les personnes étrangères qui s'y trouvent doivent être séparées des personnes en détention provisoire ou en exécution de peine (art. 81 LEtr) et, dans la mesure du possible, se voir proposer une activité appropriée. L'organisation de la détention tient compte en outre des besoins des personnes nécessitant une protection, des mineurs non accompagnés et des familles avec enfants.

Le seul point commun des institutions de Witzwil et de Prêles est qu'à l'heure actuelle, Witzwil comprend une section pour la détention administrative. Celle-ci sera fermée une fois la prison administrative de Prêles mise en service, afin d'être réaffectée à l'exécution de peines en milieu ouvert. Pour cette raison, le Conseil-exécutif propose le rejet de ce point.

Point 2

En 2014, la Direction de la police et des affaires militaires (POM) a chargé l'OPLE de procéder à une analyse globale du fonctionnement et du contexte au sein du FEP. Le rapport qui en a résulté, publié le 19 août 2015, a pointé la nécessité de prendre des mesures d'urgence. Ainsi, différents scénarios ont été élaborés pour le positionnement stratégique futur du FEP.

Il va de soi que l'utilisation durable des places de détention du FEP pour l'exécution des peines dans le canton de Berne a aussi été envisagée. La POM, épaulée par des experts, est cependant parvenue à la conclusion qu'en raison du caractère incertain de la demande sur le marché suisse pour des offres telles que celle du FEP, du manque de rentabilité et des difficultés dans le domaine du personnel, le foyer devait fermer.

Le Conseil-exécutif estime que les exigences formulées sur ce point sont satisfaites, puisque l'utilisation à long terme du FEP pour l'exécution de peines a déjà été envisagée, avant d'être finalement abandonnée. Partant, le Conseil-exécutif propose l'adoption et le classement du point 2.

Point 3

Le Conseil-exécutif renvoie aux explications du point 1. Comme les deux institutions considérées sont radicalement différentes et que leurs offres divergent grandement, le projet de rénovation des Établissements de Witzwil ne saurait être modifié pour inclure des solutions complémentaires sur le site de Prêles.

Point 4

L'évaluation des risques demandée dans la motion a déjà été réalisée dans le cadre de l'analyse du fonctionnement et du contexte. C'est elle qui a conduit à la décision de fermeture du FEP. Une analyse de la demande en matière de détention administrative a également été effectuée et a pointé le besoin incontestable en places de ce type, tant dans le canton de Berne qu'au sein du concordat de la Suisse du Nord-Ouest et de la Suisse centrale. Le Conseil-exécutif estime que cette exigence est satisfaite et propose l'adoption et le classement de la motion sur ce point.

Point 5

Le FEP fermera de manière échelonnée d'ici à la fin 2016, ce qui entraînera la suppression des postes de travail actuels. La POM s'efforce de proposer aux personnes concernées d'autres postes adéquats au sein du canton, ou de trouver des solutions socialement acceptables, conjointement avec les spécialistes cantonaux en matière de personnel. Les collaborateurs et collaboratrices du FEP se verront rapidement offrir d'autres postes au sein de l'OPL et, idéalement, des nouvelles institutions qui seront créées sur le site ; à défaut, ils pourront aussi postuler dans d'autres unités de l'administration cantonale. Les établissements de Witzwil, Hindelbank, Bienne et Moutier, notamment, ont des postes à pourvoir.

Vu le manque de compatibilité entre les projets de Prêles et de Witzwil exposé aux points 1 et 3, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion sur ce point.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Chiffre 1: rejet

Chiffre 2: adoption et classement

Chiffre 3: rejet

Chiffre 4: adoption et classement

Chiffre 5: rejet

Le président. Wir kommen nun zu Traktandum Geschäft 46, Motion Etter (Treiten, BDP) «Jugendheim Prêles in das Sanierungskonzept Witzwil einbeziehen». Der Regierungsrat gibt zu den verschiedenen Ziffern unterschiedliche Empfehlungen ab. Er empfiehlt Ziffer 1 zur Ablehnung, Ziffer 2 zur Annahme und gleichzeitiger Abschreibung, Ziffer 3 zur Ablehnung, Ziffer 4 zur Annahme und gleichzeitiger Abschreibung und Ziffer 5 zur Ablehnung. Wir befinden uns in der freien Debatte. Ich übergebe dem Motionär das Wort.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Es hängt natürlich immer vom Thema ab, ob die BDP-Grossrätinnen und Grossräte motiviert sind oder nicht. Hier bei diesem Thema bin ich motiviert. Dies als Antwort an Thomas Fuchs. Das Jugendheim Prêles wurde vor knapp zehn Jahren für mehr als 30 Mio. Franken umgebaut. Heute stehen die Gebäude weitgehend leer. Der Gesamtbetrag wurde mehr oder weniger in den Sand gesetzt. In der Januarsession haben wir hier im Grossen Rat einen Projektierungskredit von 2 Mio. Franken für die Sanierung der Strafanstalt Witzwil genehmigt. Die Sanierung soll schlussendlich 52 Mio. Franken kosten. Dabei ist unter anderem auch ein Neubau mit 10 Plätzen für Gefangene des offenen Strafvollzugs vorgesehen. Das heute bestehende Gebäude «Stock» soll abgerissen und durch einen Neubau ersetzt werden. Von den zehn Haftplätzen sind sechs für das Arbeitsexternat und vier für eine Aussenwohngruppe vorgesehen. Mit unserer Motion verlangen wir, dass geprüft wird, ob die zehn Plätze in die bestehenden Gebäude in Prêles, wo alle Einrichtungen vorhanden sind, untergebracht werden können. Die Einrichtungen sind vorhanden, dort gibt es Haftplätze für den offenen Strafvollzug. Im Arbeitsexternat können die Insassen auch von dort an ihre Arbeitsplätze gelangen. Personal ist vorhanden und für solche Arbeiten ausgebildet. Die Distanz zwischen Witzwil und Prêles beträgt in der Luftlinie knapp zehn Kilometer. Wir sind überzeugt, dass mit einer solchen Kombination eine Investition in Witzwil für einen Neubau eingespart werden kann. Es braucht aber ein bisschen guten Willen und die Bereitschaft, solche Möglichkeiten zu prüfen und ernsthaft in Erwägung zu ziehen. Gemäss der Antwort der Regierung zu dieser Motion fehlt diese Bereitschaft. Oder zumindest spüre ich sie nicht heraus. Gemäss Auskunft von Polizeidirektor Käser sind in Prêles administrative

Haftplätze für ausländische Staatsangehörige ohne Aufenthaltsrecht vorgesehen. Einfacher gesagt, soll es eine Haftanstalt für abgewiesene Asylanten geben. Das klingt im Moment sicher gut und ist auch einleuchtend, solche Plätze werden zweifellos benötigt. Für mich stellen sich aber in diesem Zusammenhang einige Fragen. Wie lange können die Gebäude für den vorgesehen Zweck gebraucht werden? Was passiert, wenn – was wir ja hoffen – die Flüchtlingswelle wieder einmal abflauen wird? Hat der Bund überhaupt seine schriftliche Zusage gegeben, dass er eine solche Haftanstalt für Asylanten mitfinanziert? Mir ist auch zu Ohren gekommen, dass solche Haftanstalten vornehmlich in der Nähe von Flughäfen eingerichtet werden sollten, weil die Insassen ja auf ihre Ausschaffung warten müssen. Ist die Finanzierung vom Bund her vorgesehen? Wie lange ist die Finanzierung zugesichert? Was passiert mit den Gebäuden danach? Auf alle diese Fragen – vor allem auf diejenige bezüglich der schriftlichen Zusage – hätte ich gerne eine Antwort vom Polizeidirektor. Es stellt sich mir auch folgende weitere Frage: Was passiert mit den Beiträgen des Bundes, die für den Umbau von Prêles geleistet wurden? Besteht das Risiko, dass diese unter Umständen zurückbezahlt werden müssen, wenn die Anstalt Prêles nicht mehr für den Zweck, für den sie ursprünglich gebaut und finanziert worden war, genutzt wird?

Ich fasse zusammen: Die Einrichtungen, die in Witzwil neu gebaut werden sollen, sind in Prêles teilweise schon vorhanden. Eine Kombination bringt vielleicht kurzfristig ein bisschen weniger Ertrag, sie ist aber nachhaltig und langfristiger gesichert, als ein Asylantenheim. Mit der richtigen Einstellung und ein bisschen gutem Willen sind dort zweifellos Synergien vorhanden. Sie müssen aber aufgedeckt werden. Deshalb bitte ich Sie, die Ziffern 1, 3 und 5 als Motion anzunehmen. Bei den Ziffern 2 und 4 sind wir mit einer Abschreibung, so wie es die Regierung vorschlägt, einverstanden.

Le président. Wünscht der Mitmotionär das Wort? – Das ist nicht der Fall. Herr Regierungsrat Käser ist zu mir gekommen. Er möchte wegen der anschliessenden Diskussion gerne direkt die gestellten Fragen beantworten. Sind Sie damit einverstanden? – Ich sehe keine Opposition. Herr Regierungsrat, Sie haben das Wort.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Im Votum von Herrn Grossrat Etter wurden eine ganze Reihe Fragen gestellt, welche nicht Gegenstand der Motion sind. Vielleicht macht es Sinn, wenn ich zuerst die Gesamtzusammenhänge darstelle, damit anschliessend – en connaissance de cause – die Motion und die Antworten der Regierung dazu behandelt werden können. Es ist folgendermassen: Wie der Motionär richtig gesagt hat, wurde für relativ viel Geld in Prêles ein Neubau erstellt. Selbstverständlich wurde das Geschäft von der Regierung in den Grossen Rat gebracht und dieser hat dem Geschäft zugestimmt. Bekanntlich muss hier jeweils die Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion solche Bauprojekte vertreten. Gestützt auf die Zahlen des Bundesamts für Justiz aus dem Jahr 2003 wurde hochgerechnet, wie viele solcher Heimplätze für schwierige, männliche Jugendliche in Zukunft benötigt würden. Damals war der aktuelle Polizeidirektor noch Mitglied des Grossen Rats. Während dem Neubau in Prêles sanken die Zahlen der Zöglinge natürlich, weil es während eines derart grossen Umbaus unmöglich war, gleich viele Plätze zur Verfügung zu stellen. Die Auslastung war somit geringer. Als der Neubau eröffnet wurde, hätte man eigentlich genügend Plätze nach dem neuen Konzept zur Verfügung gehabt, um wieder schwierige, männliche Jugendliche aufzunehmen. Nur hatte sich die Praxis der Einweisenden in der Zwischenzeit verändert. Nun herrscht bei den Einweisenden die Praxis, solche schwierige, männliche Jugendliche, wenn möglich nicht mehr extern in einem Heim, sondern möglichst in der Nähe ihres sozialen Umfelds ambulant zu behandeln. Parallel dazu benötigte die Finanzkontrolle des Kantons Bern die POM – aus buchhalterischer Sicht nachvollziehbar – Kostgelder anzusetzen, die möglichst eine Vollkostenrechnung ermöglichen. Mit derartigen Kostgeldern wurde Prêles aber auf dem «Markt» für die Einweiser die teuerste Institution. Und alle Anstrengungen der Direktion des Jugendheims Prêles, zusätzliche Jugendliche nach Prêles zu holen, verliefen mit diesen hohen Kostgeldern anders als erwartet.

Als verantwortlicher Direktor muss ich da einmal die Reissleine ziehen. Wir können doch nicht zuschauen, wie Jahr für Jahr die Kosten für das Personal im Jugendheim Prêles steigen und die Einnahmen durch die Kostgelder stets geringer werden. Am Schluss liessen wir in mehreren Phasen externe Gutachten erarbeiten. Diese zeigten die Ursachen und Probleme auf und welche Auswege aus dieser Problematik möglich sind. Ende Januar stellte ich in der Regierung den Antrag, das Jugendheim Prêles zu schliessen. Dieser wurde von der Regierung gestützt. Am 4. Februar dieses Jahres führten wir eine umfassende Orientierung durch. Zuerst wurden die Mitarbeitenden

des Jugendheims Prêles informiert, wobei auch der Geschäftsführer des Bernischen Staatspersonalverbands anwesend war. Am selben Morgen wurden in Prêles die Gemeindepräsidenten des Plateau de Diesse sowie Vertreter des Conseil du Jura Bernois informiert. Anschliessend fuhren wir nach Bern ins Rathaus und führten dieselbe Orientierung vor der Kommission durch und danach auch noch vor den Medien. Dies geschah alles am 4. Februar.

Unsere Entscheidung und unser weiteres Vorgehen lauten folgendermassen: Das Projekt wird durch den Generalsekretär der POM, Andreas Michel, geleitet. Wir fahren dreigleisig. Einerseits soll die Landwirtschaft, die sich im südwestlichen Teil des Areals auf dem Gebiet La Praye befindet, privatisiert, also verkauft, werden. Übergangsweise werden wir die Landwirtschaft weiter betreiben. Dies wird unter der Ägide des Direktors der Strafanstalt Witzwil geschehen, da Witzwil bekanntlich ein grosser Landwirtschaftsbetrieb ist. Wir haben uns mit den Mitarbeitenden geeinigt, dass diese während der Übergangszeit noch in der Landwirtschaft tätig sein werden. Die zweite Schiene ist die folgende: Auf dem Areal La Praye befinden sich mehrere, oberirdische Gebäulichkeiten, in denen wir ein Durchgangszentrum für Asylsuchende unterbringen möchten. Dies vor dem Hintergrund, dass meine Leute vom Migrationsdienst von mir den Auftrag erhalten haben, bis Ende Oktober zusätzlich 1200 Betten für Asylsuchende verfügbar zu machen. Denn ich möchte nicht nochmals – wie im letzten Jahr – eine Überraschung erleben. In den oberirdischen Gebäuden auf dem Areal La Praye hätten wir ein Durchgangszentrum für Asylsuchende mit 100 Plätzen. Wir haben bereits zwei Interessenten unter unseren Asyl-Sozialhilfepartnern, die bereit wären, dieses Zentrum zu betreiben. Das wird nun konzipiert und anschliessend ausgeführt.

Am 5. Juni wird das Schweizer Volk über die Revision des Asylgesetzes abstimmen. Ich bin vorsichtig optimistisch, dass diese Revision durchkommen wird. Denn wie Sie wissen, wurde diese Revision vom EJPD zusammen mit der Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren SODK und der Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren KKJPD in intensiver Zusammenarbeit vorbereitet und aufgelegt. In diesem Asylgesetz ist vorgesehen, dass auf dem Gebiet der Eidgenossenschaft 500 bis 700 zusätzliche Plätze für die Ausschaffungshaft entstehen müssen. Die Kosten dieser Plätze übernimmt der Bund zu 100 Prozent. Wenn das auf die drei Strafvollzugskonkordate heruntergebrochen wird, sind dies pro Konkordat ungefähr 150–200 Plätze. In unserem Strafvollzugskonkordat wird momentan überlegt, wie man dies machen will. Und alle unter Ihnen, die schon einmal – sei es privat oder öffentlich – etwas gebaut haben, wissen, dass die Demokratie die Staatsform der Langsamkeit ist. Oder glaubt jemand in diesem Saal, man könne in diesem Land ein Ausschaffungsgefängnis innerhalb eines Jahres bauen? Als frühester Termin für die Inbetriebnahme wurde von der Arbeitsgruppe im Strafvollzugskonkordat das Jahr 2023 angedacht. Aber wir müssen das Problem jetzt lösen. Der Kanton Bern allein hat momentan 90 Ausschaffungshäftlinge in seinen Regionalgefängnissen verteilt, wo sie eigentlich nicht hingehören und was die nationale Kommission zur Verhütung von Folter immer wieder moniert, da keine Haftartentrennung geschieht. Und in Prêles hätten wir ein Areal zur Verfügung, wo mit geringsten Umbauten vorerst 50 Plätze zur Verfügung stünden. Mit noch ein bisschen grösseren Umbauten entstünden abermals zusätzliche 58 Plätze. Und ich gehe doch sehr stark davon aus, dass das Bundesamt für Justiz – und namentlich seine politische Chefin – wohl «gottgefroh» sind, wenn es wenigstens an einem Ort in diesem Land ein solches Ausschaffungsgefängnis gibt, welches in den Jahren 2017 und 2018 zur Verfügung stehen wird. Deswegen ist dies unsere entscheidende Schiene. Ich bin sehr zuversichtlich, dass wir dies hinbekommen werden.

Natürlich haben wir gegenüber dem Bundesamt für Justiz BJ eine Rückzahlungspflicht für die Neubauten in Prêles, die durch das BJ mitfinanziert wurden. Die Rückzahlungspflicht beläuft sich schätzungsweise auf 8 bis 10 Mio. Franken. Aber ein Ausschaffungsgefängnis mit 120 Plätzen würde 120 Mio. Franken kosten. Deshalb ist für mich völlig klar, dass uns vom Bund die Rückzahlungsverpflichtung entweder erlassen, oder mit den Kosten für den Umbau und den Anpassungsbau der Gebäulichkeiten in Prêles verrechnet werden. Wir sind momentan dabei, dies zu Planen und zu Prüfen. Noch sind nicht alle Entscheide gefällt. Aber die Exekutive unseres Kantons hat entschieden, was mit dem Jugendheim Prêles geschehen wird. Ich bin froh, dass Sie die gesamten Zusammenhänge in dieser Form nun einmal von mir gehört haben.

Le président. Vielen Dank, nun sind die Sprecherinnen und Sprecher der Fraktionen an die Reihe, die Anmeldung ist offen.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Ich schreite hier mutig voran. Grundsätzlich schliesse ich mich der

Argumentation und auch den Fragen meines Vorredners Jakob Etter an. Weil seine Motion aber in wesentlichen Punkten meiner Motion, die wir gleich anschliessend beraten werden, widerspricht, kann ich vorweg nehmen, dass die EDU-Fraktion dem Vorschlag der Regierung folgen wird. Das bedeutet, dass wir die Ziffern 1, 3 und 5 ablehnen und die Ziffern 2 und 4 bei gleichzeitiger Abschreibung annehmen werden. Ich möchte mich trotzdem zu dem Punkt äussern, der die Ausschaffungshaft anbelangt. Herr Regierungsrat, so einfach ist es dann auch nicht gerade! Ich bin selbst Gefängnisarzt in Thun und hatte dort auch schon mit Ausschaffungshäftlingen zu tun. Suiziddrohungen, Suizidversuche, psychosomatische Dekompensationen und vor allem Hungerstreiks sind Themen, mit denen wir uns regelmässig herumschlagen müssen. Die Bedingungen in Thun sind auch nicht optimal. Aber, Herr Regierungsrat, ich kann Ihnen mit Sicherheit sagen: Wenn wir von Prêles aus, das dermassen «wit wäg vom Gschütz» liegt, regelmässig Ausschaffungshäftlinge in die Bewachungsstation des Inselspitals überweisen müssen, werden horrenden Kosten auf uns zukommen.

Christian Hadorn, Ochlenberg (UDC). Die SVP hat die Motion kontrovers diskutiert. Ich möchte dem Herrn Regierungsrat recht herzlich danken, für die vorangegangenen Ausführungen. Das wird mein Votum etwa um zwei Drittel verkürzen. Man gibt ja immer seine Interessenbindungen im Voraus bekannt. Ich bin Mitglied der Geschäftsprüfungskommission. Die Mitglieder der Geschäftsprüfungskommission und der Finanzkommission haben immer einen kleinen Wissensvorsprung gegenüber den restlichen Grossräten. Das ist einfach, wie es ist. Dementsprechend befremdet es mich ein wenig, dass zwei Herren aus der Finanzkommission diese Motion geschrieben haben. Denn ich bin der Meinung, dass sie mit diesem Wissensvorsprung eigentlich alles, was uns nun der Herr Regierungsrat gesagt hat, hätten wissen müssen. Denn genauso, wie er es geschildert hat, ist das Szenario abgelaufen. Und wir Mitglieder der beiden Kommissionen wurden laufend informiert und wissen auch davon, dass die Begleitgruppe die verschiedenen Varianten prüft. Diese Motion und diejenige unter Traktandum 47, zu der ich auch noch etwas sagen werde, sind eigentlich miteinander verbunden.

Die SVP hat sich letztendlich eigentlich der Meinung der Regierung anschliessen können. Wir werden Ziffer 1 ablehnen, Ziffer 2 annehmen und abschreiben, Ziffer 3 ablehnen, Ziffer 4 annehmen und abschreiben und Ziffer 5 ablehnen, weil wir der Begleitgruppe klar den Auftrag geben müssen, dass sie dies jetzt angehen muss. Je nachdem, wie am nächsten Wochenende die Abstimmung verlaufen wird, muss sie dementsprechend ganz klar reagieren können. Und es geht ja auch nicht bloss um Ausschaffungshaft, sondern man hat noch den Trumpf im Ärmel, andere Sachen machen zu können. Aus persönlicher Sicht möchte ich noch Folgendes sagen: Den Landwirtschaftsbetrieb sollte man meiner Meinung nach nicht verkaufen, sondern ihn behalten und dafür sorgen, dass er langfristig verpachtet werden könnte. Momentan sieht das gut aus, wenn der Landwirtschaftsbetrieb mit Witzwil betrieben wird. Ich bitte Sie deshalb den Anträgen der Regierung zu folgen und entsprechend abzustimmen.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Das Geschehen ist schneller als die Motion – wer hätte das gedacht. Die Erläuterungen des Polizeidirektors waren sehr gut und haben die glp überzeugt. Wir waren aber bereits von der schriftlichen Antwort überzeugt. Uns ist Folgendes ganz wichtig: Wir wollen keine Strukturerhaltungsprogramme einfach so in die Welt stellen. Zudem haben wir von den Vorrednern gehört, dass man es eigentlich hätte wissen müssen und das Dossier hätte kennen sollen. Wir verstehen natürlich die Besorgnis seitens der Region und der Mitarbeitenden. Es ist nicht einfach, wenn eine Schliessung beschlossen wird. Aber auch da wird in der Antwort versprochen, dass sozialverträgliche Lösungen gesucht werden. Wir haben gehört, dass daran gearbeitet wird. Darum überzeugt uns die Antwort und wir werden der Regierung folgen.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist froh über diese Motion und darüber, dass hier im Rat nochmals über das Jugendheim Prêles diskutiert wird. Wir sind klar der Meinung, die Frage der Nutzung des Heims in Prêles müsste noch einmal gründlich abgeklärt werden. Dem Zusammenhang in den Ziffern 1, 3 und 5 der Motion mit Witzwil stimmen wir aber nicht zu. Wir haben es bereits gehört: Die Landwirtschaft wird als Übergangslösung mit Witzwil zusammen betrieben, aber gemäss den Ziffern 1, 3 und 5 soll auch die ganze Einrichtung mit Witzwil zusammengeführt werden. Das erachten wir als nicht sinnvoll. Wir begrüssen jedoch ausdrücklich, dass es mit der Motion einen Marschhalt gibt und ein Überdenken bezüglich der Nutzung ebenso wie eine erneute Gesamtauslegeordnung bezüglich Wirtschaftlichkeit, Auslastung

und Wettbewerbsfähigkeit stattfinden. Warum begrüßen wir das? Unter anderem hat uns ein Bericht im «Thuner Tagblatt» vom 17. Mai bezüglich der Kosten und des drohenden Defizits in Prêles verunsichert. Wir wissen, dass dort bereits viel Geld investiert worden ist, und wir sind klar der Meinung, dass man das Ganze sorgfältig und durchdacht anpacken muss. Wir können uns nicht noch einmal Ausgaben leisten, die sich anschliessend nicht auszahlen. Wir unterstützen deshalb die Ziffern 2 und 4. Wir hätten auch eine Abschreibung bestritten, diese ist nun aber durch den Motionär gegeben.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Je remercie le directeur de la police pour ses explications claires ainsi que l'historique de l'affaire. J'ai vu que vous l'aviez tous écouté avec grande attention, on entendait les mouches voler dans cet hémicycle. C'est pour cela que je n'ai pas l'intention de m'étendre, sinon vous n'allez pas m'écouter. Quant à l'argument des motionnaires que le flux des réfugiés va se calmer, je n'y crois pas trop, vous l'avez vu avec le retour des beaux jours, le nombre de migrants voulant se rendre en Europe a repris de plus belle. Donc en résumé, la majorité du groupe PLR soutiendra la proposition du gouvernement.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). En guise de préambule, j'ai envie de dire ceci. Suite à l'interpellation que j'avais déposée il y a exactement quatre ans, j'ai eu l'occasion de visiter plusieurs fois cet établissement. Les travaux de rénovation chiffrés à 38,2 millions étaient en voie d'achèvement et il n'est pas exagéré de dire que l'institution présentait une image plutôt rassurante en ce qui concerne les bâtiments et les équipements. Avec une capacité d'accueil de 70 places pour les jeunes de tous les cantons, le FEP devait devenir le plus grand foyer d'éducation de Suisse, tant en matière de standard, de qualité socio-éducative que de conditions de travail, il devait être un exemple dans l'offre d'exécution des mesures de droit pénal des mineurs. Or, les événements ont malheureusement bousculé les certitudes. L'établissement était largement sous-utilisé, car les demandes d'exécution des peines provenant tant de la Suisse romande que de la Suisse alémanique diminuaient fortement. Il faut préciser au passage qu'entre 2010 et 2014, le nombre de jeunes condamnés à une mesure institutionnelle a chuté de 71 pour cent. Cette diminution est principalement due au fait que les jugements prononcés prévoient de moins en moins de mesures institutionnelles, tandis que les mesures ambulatoires sont de plus en plus fréquentes. Surdimensionné, le FEP n'est tout simplement plus rentable.

Les motionnaires demandent que le Foyer d'éducation de Prêles soit intégré à la réflexion sur la rénovation de Witzwil. À une grande majorité les Verts partagent l'avis du gouvernement. Et ceci pour les raisons suivantes. Les deux établissements n'ont pas grand-chose en commun et l'on commettrait une grossière erreur en transformant à nouveau à grands frais les infrastructures de Prêles. Dans le futur, Witzwil se concentrera sur l'exécution des peines en milieu ouvert et à cette fin, il a démontré son utilité. Une analyse globale a été faite en 2014. Il est donc superflu de vouloir dépenser de l'argent pour étudier, calculer, évaluer. Ces tâches ont déjà été accomplies par le Conseil-exécutif. Le besoin de places de détention administrative est avéré, tant dans notre canton qu'au sein du concordat de la Suisse du Nord-Ouest et de la Suisse centrale. Les infrastructures du FEP seraient très adaptées pour abriter à long terme des places de détention de ce type. Cette réaffectation aurait en outre l'avantage de sauvegarder de nombreuses places de travail dans la région. Toutefois, eu égard à la protection des mineurs non-accompagnés et des familles avec enfants, il serait malvenu de détenir dans une même infrastructure certaines personnes pour l'exécution d'une peine et d'autres pour une mesure de contrainte administrative. Notre canton doit actuellement héberger un très grand nombre de requérants d'asile, ses capacités qui consistent dans une large mesure en des abris souterrains ne suffisent plus. Et à l'avenir, contrairement aux estimations des motionnaires, il ne faut pas s'attendre à ce que l'afflux des réfugiés se calme. Or, les habitations actuelles de la Praille se prêtent très bien à une utilisation durable en tant qu'hébergement collectif pour les requérants d'asile. Le canton pourrait les utiliser pour constituer une réserve stratégique en matière d'asile, dont la création s'impose d'urgence. Ajoutons encore que la distance relativement longue entre le site et les zones d'habitation voisines, les villages, permettrait de diminuer les désagréments liés à un centre d'hébergement. Les personnes actuellement employées par le FEP pourraient, en cas d'intérêt, travailler dans l'encadrement des requérants d'asile. Les Verts vous proposent donc de suivre le gouvernement et par conséquent de rejeter les points 1, 3 et 5 et d'accepter les points 2 et 4 en les classant.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Le groupe évangélique comprend très bien la volonté des motionnaires, qui sont par ailleurs membres de la Commission des finances, volonté de limiter la casse, notamment eu égard aux dizaines de millions qui ont été investis au Foyer d'éducation de Prêles. Mais comme le gouvernement, nous pensons que les établissements de Witzwil et ce foyer de Prêles ont peu de choses en commun. Par contre, contre l'avis du directeur de la POM, nous pensons que le site de Prêles se prêterait mieux pour une autre utilisation qu'une prison, même si c'est une prison administrative. Nous reparlerons dans le cadre du traitement de la prochaine motion de ce qu'il faudrait privilégier comme affectation future pour ce foyer d'éducation. S'agissant maintenant de notre positionnement quant à cette motion Etter-Pfister, le PEV suivra majoritairement les propositions du Conseil-exécutif.

Jan Gnägi, Jens (PBD). Ich werde mich kurz fassen und mich darauf beschränken, Ihnen mitzuteilen, wie die BDP-Fraktion abstimmen wird. Vieles wurde bereits gesagt. Bezüglich der vorliegenden Motion sind wir gespalten. Ein Teil wird sich bei den Ziffern 1, 3, und 5 dem Motionär und dessen Argumentation anschliessen, der andere Teil unterstützt den Regierungsrat und wird diese Ziffern ablehnen. Die Ziffern 2 und 4 werden wir annehmen und abschreiben.

Le président. Nun kommen die Einzelsprecher an die Reihe, die drei Minuten Zeit haben. Als erstes spricht Grossrat Ruchti (SVP).

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Ich werde hier vorne nicht als Vizepräsident der GPK sondern als Grossrat Fritz Ruchti sprechen. Die GPK untersucht momentan, was in Prêles geschehen ist. Dazu wird je nachdem in der September- oder Novembersession ein Bericht an den Grossen Rat gehen. Herr Polizeidirektor, ich möchte Ihnen herzlich danken, dass Sie all Ihren Mut zusammengekommen haben und Ihr Votum hier vorgetragen haben, bevor die Debatte stattgefunden hat. Das hat viele Diskussionen in eine ganz andere Richtung geführt. Das scheint mir auch richtig. Seitens der Fraktionen und auch in den Diskussionen vorher wurde alles kreuz und quer diskutiert. Geschichte ist Geschichte.

Aber kommen wir nun zu dem, was ich eigentlich möchte. Wir müssen jetzt dafür sorgen, dass wir die ganze Geschichte rund um Prêles in den Griff bekommen und dass ein solches Desaster – wie es wirklich eines war – nicht mehr geschehen wird. Das hoffe ich. Ich hoffe auch, dass wir bezüglich Prêles jetzt wirklich etwas unternehmen können und zweckdienlich, wie mit Ausschaffungshaftplätzen oder Landwirtschaft, alle Fehler, die dort gemacht wurden, zusammengefasst und zu einem guten Ziel geführt werden können. Wenn die Kredite mehr 1 Mio. Franken betragen, müssen sie vor den Grossen Rat kommen. Ich glaube, dass in der FiKo die richtigen Leute sitzen, welche die Geschäfte prüfen und uns allfällige Anträge stellen werden. Deshalb bin ich zuversichtlich.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Ich nehme es vorweg: Mit dem Inhalt und der Stossrichtung der beiden Vorstösse bin ich nicht wirklich glücklich. Denn damit wird bereits vorgespurt im Hinblick auf etwas Neues. Aber ich möchte einmal der Kollegin von der SP, Regina Fuhrer, Recht geben. Wir brauchen unbedingt einen Marschhalt. Denn ich habe grosse Zweifel, ob die neuen Pläne des Regierungsrats mit einer Ausschaffungshaftanstalt in Prêles gelingen werden. Ich habe hier ein Protokoll der 96. Konferenz des Strafvollzugskonkordats der Nordwestschweiz und der Innerschweiz vorliegen. Darin stehen interessante Sachen. Unter anderem steht zu der Aussage, dass unser Regierungsrat ein solches Gefängnis einrichten will: «Es wird zudem festgehalten, dass der Standort Prêles für die Zentralschweizer Kantone als ungeeignet erscheint». Auf diese Kritik bezogen steht weiter: «Deshalb werde der Kanton Bern die erste Etappe in Prêles unabhängig von Benutzungszusagen von Konkordatskantonen realisieren. Im Herbst könne sodann in Kenntnis der Resultate der Arbeitsgruppe entschieden werden, ob der Kanton Bern sein Angebot von 50 Administrativhaftplätzen auf 80 erhöhen soll». In einem weiteren Dokument der POM ist im «Stellenplan für die Administrativhaft mit 50 Plätzen» von «total Stellen 40» die Rede, «nicht mit einberechnet Arzt, Psychiater, Seelsorger, Mandat Dritte». Auf die 50 Plätze bezogen, sprechen wir hier von einem eins zu eins Betreuungsverhältnis. Ich habe zwei Fragen an den Justizdirektor: Halten Sie daran fest, das Ausschaffungsgefängnis einzurichten, auch wenn es ohne die 58 Konkordatsplätze nur um 50 Plätze geht? Wird zweitens der Bund auch die vollen Kosten für die Finanzierung von nur 50 Plätzen übernehmen, angesichts der nota bene sicher sehr hohen Kostenstruktur – vor allem wenn die 58 Plätze wegfallen? Ich danke Ihnen für eine Antwort.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (PS). Als Geschäftsführer des Bernischen Staatspersonalverbands BSPV möchte ich schon noch etwas zu Prêles sagen. Natürlich bedauern wir die Schliessung für die 90 Mitarbeitenden, insbesondere in dieser Region. Wir wissen auch, dass sehr viele der 90 Mitarbeitenden ungelernt sind und es schwer haben werden, eine neue Stelle zu finden. Das hat mit der Geschichte zu tun. Aaber wir sehen natürlich die betriebsökonomischen Gründe und schliesslich sind wir auch Steuerzahler.

Lassen Sie mich etwas zum aktuellen Stand in Prêles sagen. Ich stehe in sehr gutem Kontakt mit Prêles und seinen Mitarbeitenden. Das Kündigungsverfahren ist bereits relativ weit fortgeschritten und das rechtliche Gehör ist erfolgt. Die Kündigungen sind im Prinzip bereits geschrieben, aber noch nicht verschickt. Wir wissen, dass ein Fünftel der Mitarbeitenden bereits eine neue Stelle hat. Da der Kanton Bern keine Überzeit mehr auszahlen will – was wir verstehen können –, müssen viele Mitarbeitende kompensieren und sind nicht mehr häufig in Prêles. Kurz gesagt, es gibt in Prêles bereits jetzt gewisse Auflösungserscheinungen. Etwa ein Dutzend Jugendliche werden dort noch betreut. Schauen wir in die Zukunft von Prêles. Bezüglich der 50 Plätze für die Ausschaffungshaft für den Kanton Bern habe ich mir versichern lassen, dass für deren Errichtung kaum bauliche Kosten entstehen werden. Sie wissen ja, dass es sich bei Prêles um eine geschlossene Anstalt handelt. Es fehlt noch gewisses Mobiliar, welches momentan in den Werkstätten zur Beschäftigung hergestellt wird. Die 50 Plätze sind für den Kanton Bern sinnvoll, da die normalen Gefängnisse überbelegt sind. Mitarbeitende von normalen Gefängnissen berichten von Situationen, wo Matratzen zusammengesucht werden müssen, um bei Überbelegung Plätze am Boden einrichten zu können. Der Polizeidirektor hat bereits vorher gesagt, dass man die Ausschaffungshäftlinge aus den normalen Gefängnissen herausnehmen müsste. Von daher machen die 50 Plätze durchaus Sinn.

Die zweite Etappe mit 58 Plätzen braucht eine gewisse Zeit und gewisse Institutionen. Das alleine rechtfertigt meiner Meinung nach aber noch keinen Marschhalt. Zukünftig ist in Prêles ebenfalls eine Asylunterkunft geplant. Das macht auch für mich Sinn und bietet gewissen Mitarbeitenden bestimmt eine Chance. Will man dem Personal von Prêles helfen, kann man jetzt bestimmt keinen Marschhalt einlegen. Dies vor allem nicht, weil das für die erste Phase Geplante keine Kosten auslösen wird. Erstaunlich ist, dass plötzlich ein Marschhalt verlangt wird, wenn der Regierungsrat einmal vorwärts macht, weil er als Arbeitgeber auch in der Pflicht ist. Sonst ist der Regierungsrat immer zu langsam. Und lassen Sie mich gleich noch etwas zur nächsten Motion sagen: Sie wollen da sicherlich keine Jugendlichen in einer geschlossenen Anstalt unterbringen. Ich bitte Sie deshalb, beide Motionen im Sinne des Regierungsrats zu behandeln.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Ich muss hier noch etwas sagen. Heute Morgen bin ich gemeinsam mit Markus Wenger mit Herrn Michel und Herrn Aeschlimann vom Migrationsdienst zusammengesessen, was sehr aufschlussreich war. Wir sprachen über die Fragen, die wir jetzt hier diskutiert haben und ob die Lösungen Sinn machen. Die beiden Herren konnten uns mit ihren Argumenten überzeugen. Natürlich können Sie nun sagen, das sei ja klar, in einem Gespräch könne man halt überzeugt werden. Aber es ist wirklich so. Es ist wichtig, dass die drei Schienen gefahren werden, wie sie der Polizeidirektor bereits erwähnt hat. Es ist richtig, da weiterzufahren. Wenn wir jetzt einen Marschhalt einlegen, hat das finanziell viel grössere und schlimmere Auswirkungen, als wenn wir etwas weiterführen, dessen Bedarf eindeutig erwiesen ist. Dies selbstverständlich mit der Auflage, bereits jetzt darüber nachzudenken, was geschehen soll, wenn diese Plätze nicht mehr benötigt werden. Ich weiss nicht, wie sich das Asylwesen und die Asylpolitik in der ganzen Schweiz weiterentwickeln werden. Sicher muss man sich schon jetzt darüber Gedanken machen, was es sonst noch für Lösungen gäbe. Aber wenn wir jetzt auf diesen drei Schienen fortfahren, wie es der Polizeidirektor gesagt hat, haben wir auch die Zeit, uns Gedanken zu machen über die Zukunft der Gebäude und der Menschen, die dort arbeiten.

Le président. Gibt es noch Wortmeldungen? – Der Motionär wünscht das Wort vor dem Regierungsrat.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Ganz herzlichen Dank für die interessante Diskussion. Vor allem möchte ich auch dem Polizeidirektor herzlich danken. Bis anhin habe ich angenommen, er sei Polizei- und nicht Justizdirektor – dies nur eine Feststellung nebenbei. Es ist meines Wissens das erste Mal, dass der Grosse Rat über die Entwicklung in Prêles informiert worden ist. Innerhalb der

Finanzkommission wurden wir – wie gesagt wurde – tatsächlich informiert. Dies geschah ungefähr im selben Rahmen, wie es nun heute vor dem Grossen Rat geschehen ist. Ich glaube, das war sehr wertvoll, vielen Dank. Allerdings habe ich den Eindruck, dass verbindliche Antworten ein wenig anders klingen, als diejenigen, die uns der Polizeidirektor geliefert hat. Beispielsweise sagte er, die Justizministerin werde dem wohl schon zustimmen oder für ihn sei klar, dass wir die 8 bis 10 Mio. Franken nicht zurückzahlen müssen. In diesem Zusammenhang bleiben die Fragen für mich mehr als offen. Ich hoffe natürlich im Sinne der Sache, dass diesbezüglich wirklich verbindliche Zusagen folgen werden – nicht dass noch unliebsame Überraschungen geschehen.

Ich möchte nun noch auf einige Voten eingehen. Christian Hadorn, von verschiedenen Varianten ist mir nichts bekannt. Es gibt diese Variante, welche hier diskutiert wird und kein Auswahlverfahren, das stattfinden soll. Der Polizeidirektor hat gesagt, wie es weiter gehen wird, wenn die Motion abgelehnt wird. Regina Fuhrer, es wäre ein Marschhalt, wenn der Motion bzw. den Ziffern zugestimmt würde, sodass geprüft werden kann, ob Synergien zwischen den beiden Institutionen gebündelt werden können. Wenn die Ziffern 1, 3 und 5 abgelehnt werden, wird kein Marschhalt eingelegt, sondern durchmarschiert. Dasselbe hat auch Samuel Krähenbühl gesagt. Pierre Amstutz, si tu rejettes le point 5, tu ne peux pas sauver les places de travail sur le Plateau. Alors il faut éliminer. Il faut réfléchir, si tu ne veux pas accepter le point 5.

Noch etwas zum Votum von Christine Grogg, die sagte, man müsse sich überlegen, was danach folgen werde. Um genau diesen Punkt geht es auch in der Motion und wir denken, dass man sich jetzt – in der Hoffnung, die Flüchtlingswelle werde wieder einmal abebben – überlegen muss, was später geschehen soll. Ich sehe ein, dass wir wahrscheinlich keine Chance haben werden, damit durchzukommen. Aber ich will lieber mit fliegenden Fahnen untergehen als den Schwanz einzuziehen. Wir werden uns hier wieder begegnen, wenn wir den Kredit für Witzwil diskutieren werden. Wir werden uns hier wieder begegnen, wenn der Umbaukredit für Prêles beraten wird – auch da wird wieder Geld für den Umbau benötigt werden – und allenfalls, falls wir den Betrag, den wir vom Bund erhalten haben, wieder zurückzahlen müssen. Wir halten in den drei Punkten an der Motion fest.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Es wurde im Verlauf der Diskussion von Motivation gesprochen. Herr Krähenbühl, ich hoffe, dass man die Motivation des Polizeidirektors noch immer spürt. Ich bin voll motiviert, in diese Richtung zu funktionieren und weiterzugehen, und wir tragen die Verantwortung. Natürlich trägt die Regierung die Verantwortung. Wir sind am 4. Februar in aller Transparenz aufgetreten. Es war nicht möglich, das nicht alles am selben halben Tag durchzuführen. Dass nicht alle Informationen bis am 1. Juni in den Köpfen verbleiben konnten, ist klar.

Ich werde nun auf einzelne Voten eingehen. Frau Grossrätin Fuhrer hat auf einen Artikel im «Thuner Tagblatt» referenziert. Wenn wir jeden Artikel, der in irgendeinem Blättchen erscheint, zur absoluten Wahrheit erheben würden, hätten wir ein wenig Mühe. Im Vorfeld des Entscheids zur Schliessung haben wir zum Jugendheim Prêles eine externe Untersuchung durchführen lassen. Diese externe Fima führte die Präsentation in Prêles vor den Mitarbeitenden, in den Kommissionen sowie vor den Medien durch. Wir können Ihnen diese Präsentation auf Wunsch sehr gerne zur Verfügung stellen.

Herr Grossrat Beutler wies auf die geographische Lage hin und hat sich als Experte bezüglich Ausschaffungshaft erwiesen. Die Idee einer Ausschaffungs-Haftanstalt ist folgende: Asylsuchende bestimmter Kategorien, die sich in Haft befinden, müssen an einem Ort betreut werden, bis ihr Ausschaffungsflug bereit steht. Es ist meines Erachtens unerheblich, wo im Mittelland sich der Ort befindet. Denn in den meisten Fällen kommen sowieso die Flugplätze Genf oder Kloten in Frage. Und die Befürchtung, dass die Insassen dann jeden zweiten Tag irgendwo hin müssen, um ein Wehwehchen behandeln zu lassen, müssen wir einfach beiseiteschieben. Wir müssen uns nicht prioritär um die Ausschaffungshäftlinge kümmern und überlegen, was alles noch unternommen werden soll, damit es ihnen gut geht. Sie müssen unser Land nämlich verlassen.

Dann bin ich erstaunt, dass Herr Grossrat Krähenbühl aus dem Dokument einer Konkordatsversammlung in aller Öffentlichkeit zitiert. Ich möchte Sie bitten, solche Inhalte in Zukunft nicht mehr in der Öffentlichkeit auszubreiten. Konkordate sind Zusammenschlüsse von Kantonen, um in bestimmten Bereichen Lösungen zu erarbeiten. An diesen Konkordatsversammlungen sind nicht in jedem Fall und an jeder Sitzung immer alle Teilnehmenden ein Herz und eine Seele – das wäre ja schön –; klar wird da diskutiert. Im Konkordat existiert auch die Vorstellung eines Standorts eines Ausschaffungsgefängnisses bevorzugt an einem Autobahnkreuz im Mittelland. Meine Damen

und Herren – glaubt denn hier im Saal jemand, ein Grundeigentümer am Autobahnkreuz würde sein Land verschenken, damit der Bund und das Strafvollzugskonkordat dort ein Ausschaffungsgefängnis erstellen können? Stellen Sie sich einmal die Kosten vor, die ein Standort an einem Autobahnkreuz mit sich bringen würde. Der Bund will alle Ausschaffungshaftanstalten zu 100 Prozent finanzieren. Es wird wahrscheinlich gescheiter sein, eine solche Ausschaffungshaftanstalt an einem Standort zu errichten, wo Land und Gebäude bereits weitgehend vorhanden sind, und dafür in Kauf zu nehmen, dass dieser sich nicht gerade 15 Kilometer neben der Abflug-Piste befindet. Das ist die Grundüberlegung.

Wir stehen mit dem EJPD und dem Bundesamt für Justiz in bestem Kontakt und ich bin sehr zuversichtlich. Ich kenne, nach mittlerweile zehn Jahren, die Abläufe in der öffentlichen Verwaltung – auch in derjenigen des Bundes – inzwischen relativ gut. Das werden wir hinbekommen. Gegenüber der Kommission sind wir Rechenschaft schuldig. Das ist ganz klar, Jakob Etter. Ich bin auch froh, dass mehrere Votanten deutlich gemacht haben, dass es jetzt nicht um einen Marschhalt geht. Denn die Mitarbeitenden des Jugendheims Prêles haben sich nach dem 4. Februar überlegt, wer welchen Weg einschlagen will. Wer sucht wo einen Job? Oder wer könnte allenfalls bleiben? Oder wer könnte durch den Kanton unterstützt werden? Diesbezüglich ist auch der Staatspersonalverband aktiv. Das alles kann nicht mehr rückgängig gemacht werden. Es wurde entschieden und läuft nun so. Mittlerweile haben wir den 1. Juni.

Herr Grossrat Krähenbühl, noch sind nicht alle Strukturen fertig abgeschlossen und entschieden. Das Projekt ist immer noch am Laufen. Ich kann nicht am 1. Juni – gestützt auf eine Motion vom 14. März – alle Entscheidungen bereits vorlegen. Aber es wird geprüft, welche Mitarbeitenden wo eingesetzt werden könnten. Denn der Kanton hat als Arbeitgeber auch die Verpflichtung, anständig mit seinen Angestellten umzugehen. Ich bitte Sie deswegen, im Sinne der Antwort des Regierungsrats über diesen Vorstoss zu entscheiden.

Le président. Es ist jemand direkt angesprochen worden. Ich übergebe kurz Grossrat Krähenbühl das Wort.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Herr Polizeidirektor, ich möchte mich zunächst für den Fauxpas entschuldigen, Sie falsch angesprochen zu haben. Ich möchte trotzdem noch einmal nachhaken. Es ist sicher so, dass nicht alles stimmt, was in den Zeitungen geschrieben steht, aber es ist auch nicht alles falsch. Meine Frage lautete folgendermassen: Offenbar gedenken Sie, das Gefängnis auch ohne Zusage aller Konkordatskantone mit 50 Plätzen zu eröffnen. Trifft dies erstens zu und sind zweitens diese Kosten gedeckt bzw. deckt der Bund diese auch bei der hohen Kostenstruktur mit 50 Plätzen voll ab?

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Wir gedenken am 1. Januar 2017 50 Plätze für Ausschaffungshäftlinge zur Verfügung zu stellen, die sich im Kanton Bern in Regionalgefängnissen befinden und dort nicht hingehören. Dies unter anderem, weil wir von der nationalen Kommission zur Verhütung von Folter immer wieder gerügt werden, dass wir keine saubere Haftartentrennung hätten. Wir werden entscheiden, wie viele Mitarbeitende nötig sein werden, um die 50 Ausschaffungshäftlinge zu betreuen. Im Übrigen waren am Ende im Jugendheim Prêles für 29 junge, schwierige, männliche Jugendliche 90 Mitarbeiter zuständig. Dies nur, damit dieses Verhältnis auch im Hinterkopf bleibt.

Le président. Wir kommen nun zur Abstimmung. Ich habe nichts davon gehört, dass etwas gewandelt worden ist. Wir stimmen so ab, wie die Vorlage es vorsieht. Wir werden punktweise abstimmen und jeweils separat über die Abschriften befinden. Wer Ziffer 1 der Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 11

Non 125

Abstentions 3

Le président. Der Grosse Rat hat Ziffer 1 abgelehnt. Wir kommen zu Ziffer 2. Wer Ziffer 2 annehmen will, wie es der Regierungsrat vorschlägt, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 139

Non 1

Abstentions 0

Le président. Der Grosse Rat hat Ziffer 2 angenommen. Wir werden nun über deren Abschreibung abstimmen. Wer Ziffer 2 abschreiben will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 120

Non 16

Abstentions 4

Le président. Sie haben die Abschreibung von Ziffer 2 beschlossen. Wir kommen zur Abstimmung über Ziffer 3. Wer diese annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 9

Non 130

Abstentions 2

Le président. Der Grosse Rat hat Ziffer 3 abgelehnt. Wir kommen damit zu Ziffer 4. Wer Ziffer 4 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 139

Non 1

Abstentions 0

Le président. Der Grosse Rat hat Ziffer 4 angenommen. Wir kommen damit zur Abschreibungsfrage bei Ziffer 4. Wer diese Ziffer abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 108

Non 30

Abstentions 3

Le président. Der Grosse Rat hat der Abschreibung von Ziffer 4 zugestimmt. Wir kommen nun noch zu Ziffer 5. Wer diese annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 5)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 14

Non 125

Abstentions 2

Le président. Der Grosse Rat hat Ziffer 5 abgelehnt. Somit haben wir Traktandum 46 abgeschlossen.